

**DECISION DU PRESIDENT**  
**N° D2025-003**

**Objet : N°2023-10-02 - Accord-cadre de services informatiques, hébergement de processus et données en mode cloud, assistance, maintenance informatique et Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)**

**Lot n°2 : Assistance, maintenance informatique**

**Modification n°2 : Approbation de l'augmentation du montant maximum HT annuel**

**LE PRESIDENT**

VU les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives aux différentes délégations de compétence accordées par le Conseil communautaire au Président et notamment les articles L. 5211-10 et L. 2122-22 ;

VU les délibérations n°2023-150 du 6 juillet 2023 et n°2025-234 du 16 décembre 2025 donnant délégation de pouvoir au Président par le Conseil communautaire, notamment en matière de préparation, de passation, d'exécution et de règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

VU la décision n°2024-062 en date du 4 juin 2024 portant attribution de l'accord-cadre à bons de commande, passé en procédure adaptée, concernant l'assistance et la maintenance informatique et constituant le lot n°2, à la Société HEXAGRAM à Meximieux (01) pour un montant total de 8 300 € HT calculé sur la base du Détail Quantitatif Estimatif annuel et dans la limite d'un montant maximum de 10 000 € HT. Ledit accord-cadre est conclu à compter du 17 juin 2024, date de notification, jusqu'au 31 mars 2025 avec possibilité de reconductions expresses par période annuelle du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars, sans pouvoir excéder le 31 mars 2028 ;

VU la décision n°2025-020 en date du 10 mars 2025, approuvant la modification n°1, ayant pour objet, l'augmentation du montant maximum annuel HT de 5 000.00 € HT portant ainsi le montant maximum initial HT de l'accord-cadre à 15 000 € HT par an soit une augmentation de 50 % en application des dispositions prévues aux articles R2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique ;

CONSIDERANT qu'en raison du volume de prestations micro supplémentaires à réaliser afin de garantir la continuité de service public, il est nécessaire de prendre en compte, par modification n°2, l'augmentation du montant maximum annuel HT de l'accord-cadre de 5 000.00 € HT portant ainsi le montant maximum HT de l'accord-cadre à 20 000 € HT jusqu'au terme de la deuxième période de reconduction soit le 31 mars 2026 ;

Période	Montant maximum HT de l'accord-cadre		
	Initial	Après Modification n°1	Après Modification n°2
<b>Initiale :</b>			
17 juin 2024 au 31 mars 2025	10 000.00 €	15 000.00 €	15 000.00 €
<b>Reconductions :</b>			
1 <sup>ère</sup> recond. : 1 <sup>er</sup> avril 2025 au 31 mars 2026	10 000.00 €	15 000.00 €	20 000.00 €
2 <sup>ème</sup> recond. : 1 <sup>er</sup> avril 2026 au 31 mars 2027	10 000.00 €	15 000.00 €	/
3 <sup>ème</sup> recond. : 1 <sup>er</sup> avril 2027 au 31 mars 2028	10 000.00 €	15 000.00 €	/
<b>Montant maximum total HT de l'accord-cadre</b>	<b>40 000.00 €</b>	<b>60 000.00 €</b>	<b>35 000.00 €</b>

- **APPROUVE** la modification n°2 relative à l'accord-cadre à bons de commande concernant l'assistance et la maintenance informatique constituant le lot n°2 et ayant pour objet, l'augmentation du montant maximum annuel HT d'un montant de 5 000 € HT portant ainsi le montant maximum annuel à 20 000 € HT après computation de la modification n°1 et ce jusqu'au 31 mars 2026.
- **PRECISE** que l'augmentation du montant maximum annuel HT initial de l'accord-cadre s'élève à la somme totale de 5 000.00 € HT, soit une augmentation de 50 % en application des dispositions prévues aux articles R2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique.
- **INDIQUE** qu'au terme de la deuxième période de reconduction soit le 31 mars 2026, l'accord-cadre prendra fin et qu'il sera procédé à une nouvelle consultation.
- **DECIDE** de signer la modification n°2 et tous les documents s'y rapportant.

En application du code général des collectivités territoriales,  
il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du Conseil communautaire.  
Transmise en Sous-Préfecture de Belley, le 12 janvier 2026  
Publiée le 15 JAN. 2026

Fait à Chazey-sur-Ain,  
Le 12 janvier 2026.

Le Président  
de la Communauté de communes

  
Jean-Louis GUYADER

